



EN GREVE LE 26 SEPTEMBRE 2023



Examen du projet de loi sur France Travail à partir du 25 septembre,
NAO le 27 septembre

C'EST LE MOMENT DE NOUS FAIRE ENTENDRE !

**FRANCE TRAVAIL ACCÉLÈRE LA TRANSFORMATION DE NOS MISSIONS !
CONTRÔLE PARTOUT, SERVICE NULLE PART !**

Pôle Emploi sera un opérateur France Travail parmi d'autres services de l'État, des collectivités, missions locales, associations diverses, entreprises à but lucratif qui devront répondre à des indicateurs communs.

La mission de Pôle emploi sera d'inscrire puis d'orienter vers le « bon » dispositif.

Le/la demandeur.euse d'emploi signera un contrat d'engagement avec son opérateur chargé du suivi, du contrôle et des sanctions.

Juge et partie comme l'est Pôle emploi aujourd'hui, mais ce contrôle sera renforcé par un croisement des fichiers entre l'ensemble des structures de France travail.

CONTRÔLEUR.EUSE, C'EST NON !

France travail va permettre la généralisation du contrôle des privé.es d'emploi pour les forcer à travailler dans les secteurs dits « en tension » - dont la liste s'allonge sans fin - sous peine de se voir supprimer leurs revenus de remplacement ou allocations de survie que sont les minima sociaux.

Nous réaffirmons que nous sommes et restons des conseiller.ères à l'emploi et non des contrôleur.euses !

RISQUES MAJEURS POUR TOUTES ET TOUS :

SOUS-TRAITANCE A TOUT VA, DESTRUCTION DE NOS METIERS, PRIVATISATION DE NOS MISSIONS !

Les sous-traitants, les « façonniers » font des dégâts depuis des années sans jamais démontrer une meilleure efficacité que le service public. Pourtant, leur place va s'amplifier avec France TRAVAIL : appel d'offres vers le moins disant ou "le plus copain" au moment du changement de prestataire (pour Tessi et Intelcia,...).

C'est bien le cœur de nos métiers qui est attaqué et dont la pérennité est menacée.

Sans oublier que le partage massif de données entre tous ces opérateurs privés va augmenter de façon démentielle les risques pour les usager.es.

Le piratage massif de données cet été (10 millions de personnes concernées) nous rappelle l'urgence de la question de la protection des données.

IL FAUT REINTERNALISER NOS MISSIONS ET REFUSER LE CONTRÔLE GÉNÉRALISÉ, Y COMPRIS POUR LES AGENTS.ES AVEC LE DISPOSITIF DU "DETournement DE FINALITÉ"!

Enfin, La direction persiste à affirmer que nous sommes suffisamment payé.es.

Notre établissement a rejoint la longue liste des branches dont la grille des salaires commence sous le Smic : **les catégories de salariés A et B sont déjà passées sous le SMIC. Et les conseiller.ères C1 recruté.es aujourd'hui ne perçoivent qu'une quinzaine d'euros au-dessus du SMIC !**

RASSEMBLEMENT DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE à 14H - Place Edouard Herriot- Paris

Fédération Solidaires SUD Emploi

38 Rue des frères Flavien - 75020 Paris

syndicat.sud@pole-emploi.fr

<https://solidaires.org/se-syndiquer/les-syndicats/solidaires-sud-emploi/>